

Unité bidépartementale Eure Orne
1, Avenue du Marechal Foch
CS50021
27000 Evreux

Évreux, le 15/10/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 01/10/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

PANASONIC HEATING & VENTILATION AIR-CONDITIONNING FRANCE SAS

Route de Verneuil
27570 Tillières-Sur-Avre

Références : UBDEO/ERC/2025/10/300
Code AIOT : 0005800619

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 01/10/2025 dans l'établissement PANASONIC HEATING & VENTILATION AIR-CONDITIONNING FRANCE SAS implanté Route de Verneuil 27570 Tillières-sur-Avre. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PANASONIC HEATING & VENTILATION AIR-CONDITIONNING FRANCE SAS
- Route de Verneuil 27570 Tillières-sur-Avre
- Code AIOT : 0005800619
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société PANASONIC HEATING & VENTILATION AIR-CONDITIONING FRANCE SAS fabrique des équipements aérauliques et frigorifiques industriels dans son établissement de Tillières-sur-Avre.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Défence incendie	AP Complémentaire du 10/07/2025, article 2.2.3	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
2	Installation électriques	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 17	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Détection incendie	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 19	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection propose une mise en demeure :

- de rendre opérationnel le système d'extinction automatique, sous un délai de 3 mois.
- de remédier aux observations présentes dans le compte-rendu Q18 réalisé par Bureau Veritas, du 4 au 7 août 2025, sous un délai de 2 mois. Le certificat Q18 démontrant l'absence de ces observations devra être transmis à l'inspection le mois suivant.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Défence incendie

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 10/07/2025, article 2.2.3
Thème(s) : Risques accidentels, Défence incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le réseau interne d'eau incendie est composé d'un réseau de robinets d'incendie armés (54), protégé contre le gel et comporte des vannes de barrage en nombre suffisant pour que toute section affectée par une rupture lors d'un sinistre puisse être isolée. Le réseau d'eau incendie doit pouvoir assurer en toutes circonstances un débit minimal de 60m³/h sous une pression de 1 bar. L'établissement dispose d'un réseau d'extinction automatique alimenté par deux cuves de 30 et 430m³, munies de deux pompes (une électrique et une alimentée au gazole).</p> <p>La défense extérieure contre l'incendie doit pouvoir être assurée soit :</p> <ul style="list-style-type: none"> -par 5 poteaux d'incendie de 100 mm piqués sur une canalisation assurant un débit unitaire de 1000l/mn sous une pression dynamique de 1 bar et placés à moins de 200m du bâtiment par des chemins praticables. Les hydrants doivent être implantés en bordure d'une chaussée carrossable ou tout au plus à 5 m de celle-ci

-en cas d'impossibilité de disposer de 5 poteaux incendie présentant le débit minimum requis, par au moins un poteau incendie présentant un débit minimal de 60m³/h sous une pression de 1 bar et plusieurs réserves d'eau d'une capacité totale de 530 m³. L'implantation de ces réserves doit être conforme au plan annexé.

Chaque réserve d'eau incendie sera équipée d'une plate forme d'utilisation d'une superficie de 32 m² (8x4) afin d'assurer la mise en œuvre aisée des engins des sapeurs pompiers et la manipulation du matériel. L'accès à ces plates-formes devra être assuré par une voie engin de 3m de large, stationnement exclu. La hauteur d'aspiration dans chaque réserve d'eau doit être inférieure à 6m et le volume d'eau constant en toute saison. Les réserves d'eau devront être accessibles en toutes circonstances, clôturées, munies d'un portillon d'accès, signalées et curées périodiquement.

Constats :

Défense extérieure contre l'incendie:

L'exploitant a transmis la fiche de vérification annuelle des débits et pressions des poteaux et bouches d'incendie du site réalisée par la société Desautel, le 29 avril 2025. Les 3 poteaux incendie dans l'enceinte du site (localisés à l'entrée, bâtiment B et bâtiment C) contrôlés sont non conformes. Les débits mesurés à 1 bar sont insuffisants, débit inférieur à 40 m³/h.

Le réseau d'eau incendie étant non conforme, l'exploitant dispose de 4 réserves d'eau (R1 : 100 m³ enterré, R2 : 120 m³, R3 : 90 m³ et R4 : 220m³). Les réserves d'eau R1, R3 et R4 ne sont pas couvertes. Compte tenu de ce qui précède, l'exploitant doit pouvoir justifier l'absence de dépôts au fond des réserves. L'exploitant doit régulièrement curer ces ouvrages afin de permettre l'aspiration d'eau par la crépine des pompiers en cas d'incendie.

L'exploitant envisage de réaliser un futur exercice d'incendie avec le SDIS.

Réseau d'extinction automatique:

L'exploitant indique que le réseau d'extinction automatique incendie n'est plus en service depuis 2019. Ce réseau était maintenu en fonctionnement, tant qu'il y avait du stockage au sein du site, désormais il y a uniquement un stockage tampon des équipements produits, en attente de leur livraison. Les vérifications de cette installation ne sont plus réalisées. La pompe alimentée au gazole n'est plus opérationnelle. L'exploitant indique maintenir le système en eau afin d'éviter l'apparition de corrosion dans le circuit.

L'exploitant ne respecte pas l'article précité. Une mise en demeure est proposée sur ce point. L'exploitant doit rendre opérationnel son système d'extinction automatique. Il peut aussi, le cas échéant, justifier au travers d'une étude de danger actualisée le nouveau dimensionnement des besoins en eau et les moyens nécessaires en cas d'accident ou d'incident sur le site de manière à

ce que les prescriptions réglementant ses installations en matière de lutte contre l'incendie puissent être actualisées.

RIA :

La vérification des RIA (51) a été réalisée par la société Desautel, le 29 avril 2025. Le rapport fait état de 13 RIA non conformes (pression trop faible sur le réseau d'incendie, anciens postes incendie "type dévidoir" difficile à manœuvrer).

L'exploitant ne respecte pas l'article précité, tant sur le nombre de RIA, que sur le fonctionnement.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Le SDIS doit être contacté pour leur apporter la connaissance de la localisation des différents bassins du site et vérifier auprès d'eux que ceux ci sont bien utilisables en cas d'incident ou d'accident.

L'inspection propose l'établissement d'une mise en demeure en rendant opérationnel le système d'extinction automatique, sous un délai de 3 mois. Le cas échéant, l'exploitant pourra justifier au travers d'une étude de danger actualisée le nouveau dimensionnement des besoins en eau et les moyens nécessaires en cas d'accident ou d'incident sur le site de manière à ce que les prescriptions réglementant ses installations en matière de lutte contre l'incendie puissent être actualisées.

L'exploitant doit installer le nombre de RIA (Robinetts d'Incendie Armés) fixé dans l'arrêté préfectoral. La totalité des RIA doit être rendus opérationnels sous un délai de 3 mois. Au besoin, le nombre et l'implantation des RIA, pourront être redéfinis à travers une étude de danger réactualisée.

L'exploitant doit déterminer les causes du dysfonctionnement du réseau sous pression et le rendre à nouveau fonctionnel.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Installation électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 17

Thème(s) : Risques accidentels, Installation électriques

Prescription contrôlée :

[...]« II. Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique. La conception, la réalisation et l'entretien des installations électriques conformément à la norme NFC 15-100 (version de juin 2015) permettent de répondre aux exigences.

« Les installations électriques sont contrôlées périodiquement, en fonction des risques, et au moins annuellement ainsi qu'à la suite de toute modification, par une personne compétente,

conformément aux dispositions du code du travail relatives à la vérification des installations électriques.

« L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments le justifiant.

« III. Le contrôle des installations électriques prévu au II est au moins annuel.

« Il porte également sur la détection de points chauds par un système de thermographie à infrarouges ou par tout autre dispositif équivalent. Un contrôle réalisé conformément au référentiel APSAD D19 est réputé satisfaire à cette exigence sur la détection de points chauds.

« Les dates et la nature des contrôles sont consignées dans un registre. Les anomalies constatées sont consignées de manière explicite dans ce registre, ainsi que la liste des mesures correctives qui sont réalisées au plus tôt, accompagnées de leur date de réalisation. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. »

Constats :

Installation électrique :

L'exploitant a présenté le compte-rendu de vérification n° 486380042.1.P des installations électriques réalisée par la société Bureau Veritas du 04/08/2025 au 07/08/2025". 69 observations sont référencées dont 37 avec une première date de signalement en 2025.

L'exploitant a présenté un plan d'actions, celui-ci comprend les données suivantes :

- date de la vérification,
- type de vérification (haute tension, basse tension, ...),
- numéro du bâtiment,
- zone / secteur,
- anomalie / observation,

- degrés de priorité,
- date de 1er signalement,
- commentaire.

Par sondage, l'inspection a souhaité vérifier que l'observation 29 "Isoler les extrémités des conducteurs inutilisés sous le dispositif clim" et l'observation 35 "TRANSFORMATEUR BT/BT 25KVA, : Réaliser la mise à la terre du point de neutre au secondaire du transformateur afin de crée le schéma de liaison à la terre TNS", du rapport de vérification électrique avaient bien été reprises dans le plan d'action de l'exploitant. Ces 2 anomalies ont pu être retrouvées.

L'exploitant précise qu'une fois l'anomalie traitée, celle ci est supprimée du plan d'actions. La date des travaux n'est pas annotée dans le plan d'actions. Afin d'obtenir un meilleur suivi des actions réalisées par l'exploitant, il est demandé d'annoter le numéro de l'observation, la date du rapport de vérification ainsi que la date des travaux réalisés, dans le plan d'action.

L'exploitant doit traiter les 69 anomalies sous un délai de 6 mois.

Certificat Q18 :

L'exploitant a présenté le compte-rendu de vérification périodique Q18, de ses installations électriques réalisée par Bureau Veritas du 04/08/2025 au 07/08/2025.

Le rapport conclut sur une installation électrique qui peut entraîner des risques d'incendie et d'explosion. 11 anomalies sont référencées dont 4 avec une date de premier signalement en 2025. 10 anomalies ont été retrouvées dans le plan d'action de l'exploitant, l'observation 11 du rapport Q18 a été omise. L'exploitant doit veiller à reporter la totalité des observations dans le plan d'action.

L'inspection propose l'établissement d'une mise en demeure sur ce point.

Certificat Q19 :

Le rapport d'examen d'installations électriques par thermographie infrarouge avec délivrance du Q19 a été réalisé par Bureau Veritas du 2 juin 2025 au 4 juin 2025 dans les bâtiment A, bâtiment B et bâtiment C. Les réseaux de distribution des circuits force et éclairage ne figurent pas dans la liste des matériels ou ensemble d'appareillages déclarés. L'exploitant doit déclarer l'ensemble des installations au prestataire lors de ses vérifications.

Il est annoté que l'intégralité des matériels et ensemble d'appareil n'a pas été contrôlé par le prestataire. L'exploitant doit veiller à rendre accessible les différents matériels lors des contrôles des prestataires.

3 anomalies de catégorie 2 ont été relevées dans ce rapport, dont 2 été déjà présentes dans le rapport de l'année N-1. Ce sont trois défauts de connexion particulièrement préoccupants. Le prestataire recommande de remédier à ses 3 défauts dans un délai de 2 mois maximum.

Le jour de l'inspection, l'exploitant indique avoir réalisé 2 travaux sur 3, le troisième serait réalisé sous quinzaine. Le plan d'action n'a pas été actualisé (absence de date de réalisation). L'exploitant ne disposait pas des factures de ces travaux, car ces interventions ont été réalisés en interne. L'exploitant doit transmettre sous un délai d'un mois les justificatifs de ces travaux. En l'absence de ces éléments, l'exploitant s'exposera à l'établissement d'une mise en demeure.

Haute tension :

<p>L'exploitant a présenté le rapport de maintenance : Entretien poste électrique haute tension. La conclusion du rapport est :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Effectuer un entretien régulier pour conserver votre matériel en état de fonctionnement. • Effectuer les travaux préconisés (14 actions à réalisées) <p>L'exploitant doit remédier à ses anomalies sous un délai de 6 mois.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit sous un délai de 6 mois corriger les anomalies présentes dans le dernier rapport de vérification électrique et le rapport des installations hautes tensions. L'exploitant doit transmettre sous un délai d'un mois les éléments justifiant le traitement des anomalies annotées dans le certificat Q19. Les plans d'actions doivent être maintenus constamment à jour. La date des travaux doit être renseignée.</p> <p>Au vu des conclusions du compte-rendu de vérification périodique Q18 "installation présentant un risque d'incendie et d'explosion", l'inspection propose l'établissement d'une mise en demeure de remédier aux observations présentes dans le compte-rendu Q18 du 4 au 7 août 2025, sous un délai de 2 mois. Le certificat Q18 démontrant l'absence de ces observations devra être transmis à l'inspection le mois suivant.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 3 : Détection incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 19</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Détection incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]« III. L'exploitant dresse la liste des détecteurs avec leurs fonctionnalités et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps. « L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection. Il dispose d'un contrat de maintenance avec une entreprise spécialisée qui remet chaque année un rapport de contrôle. « Les dates et la nature des contrôles, les anomalies constatées, la liste des mesures correctives, accompagnées de leur date de réalisation sont consignées dans un registre. La liste des détecteurs, le contrat de maintenance et le registre sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. »</p>
<p>Constats :</p>

L'exploitant a transmis un plan des boîtes à clés et tête de détection incendie. La dernière mise à jour de ce document est du 22 novembre 2017.

En 2022, un échauffement d'un carton dans le laboratoire a dégagé de la fumée. Suite à ce retour d'expérience, l'exploitant a ajouté 3 détecteurs dans le laboratoire R&D, en 2024. Le plan des détecteurs doit être mis à jour.

Par sondage, l'inspection a souhaité contrôler dans la zone peinture la concordance des informations présentes sur le plan des détecteurs avec leur implantations. Les données du plan sont exactes.

L'exploitant a informé que la dernière vérification annuelle avait été réalisée en août 2024. Cependant ce rapport n'a pas été présenté lors de l'inspection, ni transmis à la suite de l'inspection.

L'exploitant a présenté le rapport d'intervention journalier de DEF du :

- 8 juillet 2025 : système en bon état de fonctionnement mais présentant 61 points de détection hors service à l'arrivée du technicien. Lors du départ du technicien système de détection en bon état de fonctionnement mais 19 points encore en dérangement ont été mis hors service.

- 9 juillet 2025 : 19 points en dérangements/ hors service à l'arrivée du technicien. Intervention réalisée sur la vérification du système d'incendie. Système en bon état de fonctionnement au départ du technicien.

-10 juillet 2025 : 19 points en dérangements/ hors service à l'arrivée du technicien. Intervention réalisée sur la vérification des détecteurs de fumée non accessible. Système en bon état de fonctionnement au départ du technicien.

L'inspection remarque que les fiches d'intervention ne sont pas très explicites, il n'est pas spécifié si les 19 points de dérangements/hors service sont régularisés à la suite de la prestation.

L'inspection a constaté que la centrale d'incendie était en dérangement : No1, ECS 01/ M4 /L2/A122/Z7, Intrusion ou défaut sprinkler. L'exploitant informe que ce défaut est lié au système de sprinklage qui n'est plus opérationnel, mais assure du bon fonctionnement de la centrale en cas de détection incendie.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit transmettre sous un délai d'un mois le dernier rapport de vérification des détecteurs d'incendie et de la centrale d'incendie. En l'absence de transmission de ces documents dans le délai imparti, l'exploitant s'exposera à l'établissement d'une mise en demeure.

Type de suites proposées : Sans suite